

Perface

L'élaboration de la stratégie de développement du grand Sfax, initiée en 2002 par les sept communes qui composent l'agglomération Sfaxienne (Sfax, Sekit eddayer, Sekit Ezzit, Chihia, Gremda, Al ain et Thyna), mobilisé les acteurs publics et privés, la société civile et les universitaires dans un processus stratégique qui a engendré une version partagée et intégrée du futur de la ville : ***Le Grand Sfax, une métropole méditerranéenne compétitive, attractive de la haute technologie et de l'innovation, solidaire, durable et réconciliée avec son littoral.*** Un plan d'action comportant 18 projets structurants, a été arrêté pour concrétiser cette version.

La réflexion collective s'est prolongée par une instruction plus profonde de certains projets tels que la gestion intégrée dans la zone côtière Sud du Grand Sfax (Projet SMAP III), le développement économique locale, la création d'emplois et la résorption du chômage, l'intégration urbaine des zones populaires, l'amélioration de la mobilité et des conditions de transport en commun. De même qu'ont été préconisés un organe de pilotage institutionnel et de gouvernance et un observatoire de développement durable.

Au-delà des bénéfices issus de la SDGS comme le consensus sur une vision du développement future de notre ville et l'identification d'actions susceptibles de concrétiser cette vision, la SDGS a donné lieu à une formidable dynamique citoyenne où plus de 8000 personnes se sont rencontrés pour discuter ouvertement des problèmes de l'agglomération et des choix à effectuer pour y faire face. La coopération décentralisée et l'appui des partenaires nationaux et internationaux ont enrichi les débats et nous ont fait profiter pleinement de leur expérience.

Le défi que doit relever actuellement la ville est de s'attacher à la concrétisation des choix arrêtés. Pour cela, il est nécessaire de disposer des outils institutionnels qui permettent l'accompagnement, l'évaluation et l'adaptation des choix à des réalités en perpétuel changement. Il est aussi essentiel que les collectivités locales disposent de ressources budgétaires plus importantes et d'un plus grand pouvoir de décision, et que les communautés locales citoyens, société civile et acteurs économiques, puissent avec un plus grand contrôle sur le développement économique et social de leur ville.

A l'heure où la Tunisie cherche à faire des régions des pôles de développement, l'expérience de la SDGS et sa richesse plaident de sa généralisation à d'autres villes en Tunisie. Cette publication est une modeste contribution pour inspirer d'autres villes à jouer un rôle actif dans le choix de leur devenir.